

ernment under Stephen Harper has ruled in a top-down manner unprecedented in Canadian politics. It has actively undermined civil society groups, with liberal use of police repression. And, ultimately, it has contributed more than any Canadian government in recent memory to undermining the republican spirit Taylor argues is essential to healthy democracy. Taylor's reflections on the backbone of a healthy democracy were delivered to dissidents organized against an openly terrorist neoliberal regime. But the more polite, subtle violence of Canada's slide from being a beacon of democracy to domestic authoritarianism and international obstructionism makes Taylor's arguments highly topical, and grist for self-reflection. For these reasons I enthusiastically recommend *Democracia Republicana / Republican Democracy*, not as an occasional text or a curiosity but rather as an integral text in Taylor's corpus and an excellent point of departure for thinking the state of democracy today from within a liberal framework.

MATTHEW R. MCLENNAN *University of Ottawa / Carleton University*

L'avenir du fédéralisme en Belgique et au Canada. Quand les citoyens en parlent.

Min Reuchamps

P.I.E. Peter Lang, Collection Diversitas, Bruxelles, 2011, 264 pages

doi:10.1017/S0008423913000802

Souvent, une approche scientifique trop élargie ne permet que des conclusions très étroites. C'est le cas notamment avec beaucoup de comparaisons dites « quantitatives », tirant profit d'un grand nombre de réponses individuelles et/ou de données structurelles (fiscales, constitutionnelles, historiques, etc.). Or, le succès d'une méthode contraire peut être observé dans ce livre. En parlant avec seulement 127 citoyens canadiens et belges et en écoutant ce qu'ils disent à propos du fédéralisme dans leur pays, nous apprenons comment, pourquoi et avec quelles conséquences les grandes questions—l'indépendance du Québec, la recentralisation des pouvoirs à Bruxelles et le futur de chaque fédération même—sont débattues. Cependant, la leçon plus générale porte sur le vivre ensemble dans un contexte multiculturel où des gens possèdent des identités différentes mais souvent complémentaires. Dans ce contexte, le fédéralisme est-il une panacée?

La méthode originale est au cœur de cette contribution. C'est aussi la raison pour laquelle, après une introduction générale sur les fédérations belges et canadiennes (chapitre 1), l'auteur y dédie son deuxième chapitre. Puis, les résultats des panels de citoyens ayant été tenus à Liège, en Wallonie (chapitre 3), à Anvers, en Flandre (chapitre 4), à Kingston (chapitre 5) et à Montréal (chapitre 6) sont présentés. Dans chaque chapitre, la triangulation des données tirées des questionnaires remplis avant et après ces assemblées, des sessions plénières avec des spécialistes et des discussions en groupe dirigées par un modérateur aboutit à une catégorisation des participants en trois (Kingston), quatre (Montréal et Liège) et cinq (Anvers) « idéaux types ». Ainsi, l'on retrouve « le fédéraliste » et « l'unioniste » dans les quatre terrains de recherche, alors que « l'indépendantiste » n'est qu'un double phénomène québécois et flamand et « le centralisateur » exclusif au Canada anglophone.

Si le fédéraliste préfère un système fédéral fort et stable, ce qui veut dire à la fois chercher et maintenir la balance entre des pouvoirs centraux (*shared rule*) et régionaux (*self rule*), l'unioniste donne une prépondérance au niveau fédéral, fruit de son « sentiment national dominant mais pas exclusif » (203). Mais si l'unioniste canadien perçoit le fédéralisme généralement d'une manière positive, ceci n'est pas le cas en Belgique où le système fédéral n'est accepté que comme la moins mauvaise solution. Dans le chapitre 7, où l'auteur résume les grandes lignes de perceptions et

de préférences individuelles, nous voyons donc clairement comment, au Canada, la « longue tradition fédérale » (213) et les « mécanismes d'*opting out* » (214) contribuent à cette image positive, tandis qu'en Belgique, de par sa bipolarité linguistique plus accentuée (car équilibrée) et renforcée économiquement, le système politique actuel n'apparaît que « comme une solution *par défaut* » (209 ; souligné dans l'original).

À côté de ces deux types au centre du continuum, on trouve, au Québec et en Flandre, l'indépendantiste. Caractérisé d'une perception très négative du système fédéral, il se sent exclusivement flamand ou québécois, ce qui le pousse à revendiquer son propre pays, c'est-à-dire « l'indépendance pure et simple » (203). Il faut préciser que la volonté d'être indépendant ne doit pas être comprise « *contre* le Canada mais *pour* le Québec, ce n'est pas *contre* la Belgique mais *pour* la Flandre » (220 ; mots soulignés dans l'original). La distinction entre les deux « nations » (dans le sens imaginé par cet idéal type) ne se trouve d'ailleurs pas dans le résultat désiré, mais dans le moyen à poursuivre afin de l'atteindre ainsi que dans des préférences de politique publique qui à leur tour nourrissent ce sentiment national. Au Québec, c'est donc moins le pouvoir économique—comme pour l'indépendantiste flamand qui a l'impression de « payer trop » pour la Wallonie—qu'une autre culture politique, notamment en matière de politique étrangère et d'éducation, qui est citée comme raison principale pour enfin « être maître de son destin » (175).

En fin de compte, ce livre nous sert aussi de rappel qu'il existe, malgré de nombreuses revendications nationalistes, des acteurs politiques et une perspective scientifique qui ont tendance à confluer citoyens et institutions. Dans le cas présent, cela vaut pour le régionaliste wallon et flamand tout comme pour le souverainiste québécois. Ce type de citoyen a une identité régionale forte (mais pas exclusive) et considère que sa région possède les attributs d'une nation distincte, ce qui se traduit dans une préférence fort décentralisatrice (mais symétrique), en Belgique, voire pour la souveraineté (asymétrique) du Québec tout en gardant un lien, par exemple en matière de politique macro-économique, avec le reste du Canada (223). Si donc les idéaux types les plus « extrêmes » sont les plus faciles à étudier scientifiquement, il pourrait se présenter une situation dans laquelle renforcer les types « intermédiaires » constituerait le seul moyen de trouver un accord politique mutuellement acceptable. C'est à ce moment-là qu'il importerait de bien saisir leurs préférences.

SEAN MUELLER *Université de Berne*

The Killing Zone: The United States Wages Cold War in Latin America

Stephen G. Rabe

New York: Oxford University Press, 2012. pp. 247.

doi:10.1017/S0008423913001005

With terrorism and the wars in Afghanistan and Iraq occupying the thoughts of most policy makers and the public over the last ten years, Latin America has been out of the spotlight of American foreign policy. The latest work from Stephen G. Rabe, a professor at the University of Texas at Dallas, provides a reminder of America's long and often brutal role in the region. Yet Rabe's work is not an apoplectic rant but an important and thought-provoking lesson about the human cost of anti-communist policies that was lost in the wave of Cold War triumphalism.

Rabe offers insight into the decision making that led to intervention, either covert or explicit, in Guatemala, Cuba, Chile, Argentina, Brazil and Nicaragua throughout the Cold War. Not only exploring justifications for American action, the book also covers how policy makers viewed Latin America in the context of the American-Soviet rivalry. Rather than simply recount the past, however, Rabe poses challenging